

# LU

**L'opposition se manifeste plus par le refus que par l'action positive**, ce qui n'est pas faux mais mériterait un débat plus vaste. La dépolitisation atteint en URSS des proportions énormes et elle constitue une critique implicite du régime dans le sens où il ne réussit pas à susciter l'enthousiasme de ses sujets. A quoi tient donc cependant l'immobilisme politique et ce consensus rampant que l'on observe en URSS ? Au système qui empêche l'expression de tout mécontentement ? Dans une large mesure certainement aux nationalismes russe et soviétique. N'oublions pas non plus les observations de Zinoviev sur la modestie de la productivité et la médiocrité du travail. Jean-François Soulet souligne à juste titre le rôle de la fraude et de "l'économie parallèle" (p. 28). Ce n'est cependant pas seulement une forme d'opposition au régime mais une façon d'assurer son équilibre en corrigeant quelque peu les excès de la bureaucratie.

En dépit de tout cela le feu de la liberté continue à couver sous la cendre. Il est le fait de minorités ethnico-culturelles, d'intellectuels et également d'ouvriers comme c'est le cas dans la Pologne des années quatre-vingt. Les contradictions qui minent ces régimes ne s'expriment pas toujours avec l'éclat du Printemps de Prague de 1968 ou de l'été polonais de 1980, mais elles existent plus fortes qu'on ne l'imagine souvent en Occident même s'il s'agit d'un mouvement historique décisif à long terme et non à court terme. N'oublions pas que l'Empire autrichien a opprimé des dizaines de nationalités à partir du congrès de Vienne de 1815 et qu'il a fallu la Première Guerre mondiale un siècle plus tard pour qu'il s'écroule. L'histoire n'est pas toujours une locomotive qui marche à toute vitesse. Les sources de l'histoire de la dissidence posent des problèmes nombreux que souligne Jean-François Soulet. L'information est en effet très étroitement contrôlée en URSS et dans les pays de l'Est européen. Elle ne l'est pas seulement sur le coup mais a posteriori. Dans l'histoire soviétique non seulement Trotski a disparu mais aussi Staline et Khrouchtchev. Il reste à l'historien l'utilisation de la documentation accumulée par les observateurs étrangers et par les émigrés.

**L'analyse que fait J.-F. Soulet, exemples à l'appui, des sources de l'histoire de la dissidence est originale** et mériterait à elle seule un développement plus long. Citons la conclusion de ce chapitre qui mérite réflexion. "Comme on peut le constater après ce survol des principaux centres de documentation, les fondations privées, les associations humanitaires et les organisations politiques ont effectué à propos de l'histoire de la dissidence un travail de collecte et d'investigation bien supérieur à celui des structures de recherche officielles. Celles-ci manifestent encore à l'égard de ce

problème une réserve et une pusillanimité que ne peuvent totalement justifier ni la forme inhabituelle de la documentation, ni la crainte d'un engagement politique."

N'est-ce pas poser d'une façon plus générale le problème de l'absence dans un pays comme la France d'un centre d'études soviétiques digne de ce nom et disposant des moyens nécessaires...

L'"Histoire de la dissidence" est découpée chronologiquement par les auteurs d'une façon qui m'apparaît très pertinente : l'explosion post-stalinienne (1953-1955), l'année 1956, les périodes 1957-1964, 1965-1969, 1969-1975 et 1975-1981. Le titre de la dernière partie, la "contestatation reconnue" me semble plutôt optimiste. L'exemple polonais montre que le système politique de l'URSS ou des démocraties populaires ne peut accepter une quelconque reconnaissance de la contestation.

Certes, ces Etats sont sur la défense. La normalisation est plus difficile en Pologne en 1982 qu'elle ne le fut en Tchécoslovaquie en 1968. La lutte courageuse de la population polonaise constitue un obstacle que le général Jaruzelski et ses protecteurs soviétiques tentent de contourner. *Solidarité* est interdit et les accords de Gdansk annulés. Décidément, le livre de Soulet et Chiama ne laisse guère d'illusions sur le destin de l'URSS et des pays de démocratie populaire. Il n'était pas déraisonnable d'avoir quelque espoir en 1955, mais aujourd'hui nous devons savoir que le chemin de la liberté et du socialisme dans ces pays qui en usurpent le nom est long et difficile. Honneur à ceux qui l'empruntent et honte à ceux qui en Occident sont aveugles et sourds à la lutte des dissidents, c'est-à-dire des résistants. ■